

# Points de mire



**CEPES**  
CENTRE D'ÉTUDES DES POLITIQUES  
ÉTRANGÈRES ET DE SÉCURITÉ

## L'intervention russe en Géorgie et le jeu d'équilibre des puissances

**Par Pierre Jolicoeur**  
Professeur de science politique au Collège militaire royal du Canada à Kingston

Alors que la Géorgie tentait de reprendre par la force le contrôle de l'un de ses territoires sécessionnistes, l'Ossétie du Sud, la Russie, gardienne de la paix dans la région et protectrice de cet État non reconnu, a envahi le nord et l'ouest de la Géorgie. En dépit de la signature le 12 août d'un cessez-le-feu et du retrait partiel de ses forces, la Russie continue d'occuper des zones stratégiques de la Géorgie. Coups sur coups, Moscou a également annoncé qu'elle rompt sa collaboration avec l'OTAN, se retire de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et reconnaît l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, les deux territoires sécessionnistes de Géorgie. Or, lors de ses opérations en Géorgie, Moscou n'a aucunement été inquiétée par une éventuelle réponse américaine ou européenne. Malgré ce qu'ont pu dire de nombreux commentateurs ces dernières semaines, l'invasion russe n'a pas modifié l'équilibre des puissances en Eurasie. Elle a plutôt mis en évidence que cet équilibre s'était déjà transformé au cours des dernières années. Les États-Unis étant engagés sur plusieurs fronts à la fois, en Irak, en Afghanistan et devant gérer la délicate crise avec l'Iran, ils n'ont pas de ressources stratégiques en réserve et ne sont pas en position d'intervenir militairement à la périphérie de la Russie. Profitant de cette opportunité, la Russie tente de restaurer son influence dans le territoire de l'ex-URSS.

### Les motivations de la Russie

Pour comprendre le sens de l'intervention russe en Géorgie, il importe de considérer que le Kremlin voit la politique internationale à travers la lunette de la géopolitique. Le Premier ministre russe, Vladimir Poutine, a déjà affirmé que l'éclatement de l'Union soviétique était une « catastrophe géopolitique » créant une situation dans laquelle la sécurité nationale de la Russie se trouve désormais menacée par les intérêts occidentaux. Le chaos dans lequel s'était enfoncée la Russie au lendemain de la dissolution de l'Union soviétique l'a tellement affaibli militairement, que Moscou n'a pu faire respecter ses positions sur la scène internationale. Les exemples sont nombreux, des frappes de l'OTAN contre la Serbie en 1999, à la guerre d'Irak depuis 2003 en passant par la récente déclaration d'indépendance du Kosovo. S'il importait pour Moscou de freiner, voire d'inverser ce mouvement, les événements d'août 2008 sont la résultante directe de trois événements récents.

Le premier est l'annonce en 2007 de l'établissement prochain des composantes avancées du bouclier antimissile, en République tchèque et en Pologne, soit aux

portes de la Russie (voir « Traité FCE, la Russie montre les dents », Points de mire, vol. 8, no 10 (19 décembre 2007)). Ce bouclier est l'un des dossiers qui ont particulièrement irrité Moscou dans le rééquilibrage du jeu de puissances d'après-guerre froide, puisqu'il remettait en cause la parité stratégique nucléaire chèrement acquise pendant la guerre froide et mine la portée du Traité de non-prolifération, soit le principal outil de limitation de la course aux armements.

Un second événement pouvant expliquer la « nouvelle » stratégie russe est la Révolution orange en Ukraine en 2004. Du point de vue occidental, cet épisode représente le triomphe de la démocratie et de l'influence occidentale. Du point de vue russe, il s'agit d'une intrusion commanditée par les États-Unis dans les affaires internes de l'Ukraine, dans le but d'amener ce pays à rejoindre l'OTAN et d'accroître la pression sur la Russie. Moscou ne peut s'empêcher de voir l'avancement irrésistible de l'OTAN vers ses frontières comme une tentative d'encerclement, sorte de version moderne de la politique américaine de containment.

Les promesses maintes fois répétées par les présidents George H. Bush, puis Bill Clinton, selon lesquelles l'OTAN ne s'étendrait jamais au territoire de l'ancien empire soviétique ont été brisées. L'élargissement de l'OTAN aux anciens satellites de l'Union soviétique (Pologne, Hongrie et République tchèque) en 1998 constituait déjà la première entorse à ces promesses. Celui de 2004, ayant à toute fin utile absorbé le reste de l'Europe centrale, en plus des trois États baltes, eux-mêmes d'anciennes républiques soviétiques, représentait un affront direct. À partir du moment où l'OTAN a évoqué la possibilité d'un nouvel élargissement, visant à inclure cette fois l'Ukraine et la Géorgie, la Russie ne pouvait rester sans réagir. L'éventuelle inclusion de l'Ukraine dans l'OTAN représente aux yeux de Moscou une menace à la sécurité nationale russe, tandis que celle de la Géorgie permettrait l'entrée de l'OTAN au Caucase. La conclusion russe était que Washington cherchait particulièrement à mettre la Russie en échec (voir « Les sources internationales de la crise russo-géorgienne », Points de mire, vol. 7, no 9, 8 novembre 2006).

De moindre importance stratégique, le troisième événement fut la décision des États-Unis, suivie par la plupart des pays occidentaux, de reconnaître l'indépendance du Kosovo (voir « Qui reconnaît l'indépendance du Kosovo doit en assumer les conséquences », Points de mire, vol. 9, no 4, 12 mai 2008). Alliée de la Serbie sur cette question, au-delà d'une prétendue solidarité slave, la position de Moscou dans ce dossier relève de sa compréhension de l'ordre international d'après-guerre. En effet,

depuis la Seconde Guerre mondiale, le principe de l'ordre européen était de préserver inchangées les frontières nationales afin de prévenir l'irruption de conflits. Si ce principe est violé au Kosovo, d'autres modifications de frontières – incluant les revendications proférées par plusieurs petites régions en Russie – pourraient suivre. La Russie s'est employée de façon énergique à demander qu'une indépendance formelle ne soit pas reconnue au Kosovo, en vain. Ayant somme toute maintenu un profil bas à propos de la question du Kosovo, la Russie a privilégié de s'affirmer là où elle détenait toutes les cartes et où le résultat serait probant : en Géorgie.

L'intervention russe en Géorgie, est clairement une réplique à l'affront du Kosovo : si le Kosovo peut déclarer son indépendance avec l'aval des pays occidentaux, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie peuvent à leur tour déclarer leur indépendance en bénéficiant du soutien russe. Toute contestation de la part des pays occidentaux ne peut que mettre en évidence le double discours de ces derniers.

## Restaurer la grandeur russe

Les tensions des dernières semaines s'expriment au moment où la Russie tente de rétablir la grandeur de l'État russe. Poutine ne cherche pas à restaurer l'Union soviétique, mais la sphère russe d'influence dans l'ancienne région de l'Union soviétique. Pour y parvenir, il doit accomplir deux tâches. Il doit restaurer la crédibilité de l'armée russe comme force de combat, du moins à l'échelle régionale, et prouver aux États de « l'étranger proche élargi » (1) que les garanties de sécurité occidentales, même celles offertes par l'OTAN, ne signifient rien face à la puissance de la Russie. Au lieu de confronter l'OTAN directement, le gouvernement russe a décidé d'affronter, et vaincre, un État étroitement aligné sur les États-Unis, bénéficiant de leur soutien, voire de leur assistance technique et militaire, et largement perçu comme un protégé de Washington. Dans ce contexte, le choix de la Géorgie était parfait.

En envahissant la Géorgie, de façon magistrale et convaincante, la Russie de Poutine a restauré la crédibilité de l'armée russe. Ce faisant, il a admirablement joué ses cartes. Il savait que les États-Unis dénonceraient l'attaque contre la Géorgie. Or, plus ces critiques s'expriment fortement, plus elles mettent en évidence l'inaction américaine. L'opération russe permet également de dévoiler un autre élément essentiel : pour les États-Unis, le Moyen-Orient, particulièrement l'Iran, est bien plus important que le Caucase. En effet, l'Administration américaine cherche désespérément à ce que la Russie participe aux sanctions contre l'Iran. En montrant sa puissance militaire en Géorgie, la Russie fait ainsi monter les enchères pour sa collaboration avec Washington dans cet autre délicat dossier. Il s'agit maintenant de voir ce que les États-Unis seront prêts à concéder pour obtenir cette collaboration. Peut-être que le prix à payer sera justement la Géorgie. Enfin, l'occupation de la Géorgie par la Russie a révélé un secret de polichinelle : alors que les États-Unis sont embourbés

au Moyen-Orient, les garanties de sécurité offertes par Washington n'ont aucune valeur. Les autres anciennes républiques soviétiques tentées par l'idylle occidentale doivent ainsi réviser l'état de leurs relations avec Moscou, voire consentir à sa protection plutôt que de chercher à se rapprocher des puissances occidentales et de leurs fausses prétentions sécuritaires.

L'Administration américaine est dès lors placée devant un sérieux dilemme : elle doit soit réorienter sa stratégie, limitant ses ambitions moyen-orientales et se concentrer davantage sur le Caucase, ou limiter de façon substantielle son soutien à la Géorgie pour éviter un contrecoup russe en Iran. En d'autres termes, Moscou a acculé les États-Unis au pied du mur. Quant aux États européens, pour la plupart, ils ne possèdent qu'une force expéditionnaire limitée et sont largement dépendants des exportations énergétiques russes.

Les conséquences de ce grand jeu sont les suivantes : la Russie a forcé tous les États de sa périphérie à réévaluer leur politique à son endroit. De plus, la Russie a démontré qu'elle a restauré son statut de puissance régionale. Il importe de souligner qu'il ne s'agit aucunement d'un développement récent ou subit, mais d'un processus en émergence depuis que Poutine a pris les commandes de l'État en 2000 et qui s'est accéléré au cours des cinq dernières années avec l'apport croissant de la rente pétrolière et la stabilisation de l'économie russe. Or, la modification de l'équilibre des puissances s'explique également par la vulnérabilité des États-Unis. Le prolongement de la guerre d'Irak a créé une opportunité pour les puissances secondaires de défier Washington. Moscou a saisi cette opportunité pour imposer une nouvelle réalité géopolitique dans la région eurasiennne, tandis que les États-Unis sont sollicités ailleurs et demeurent dépendants de Moscou pour sortir de la crise iranienne.

\* \* \* \* \*

(1) Dans la politique étrangère russe, l'étranger proche signifie les États issus de l'URSS, pour lesquels la Russie entretient un intérêt particulier; par « étranger proche élargi », nous incluons à ces premiers États les anciens satellites soviétiques en Europe centrale et orientale.